

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

28 octobre 2020

PROPOSITION DE LOI

**interdisant l'importation
de trophées de chasse
de certaines espèces animales menacées**

(déposée par M. Kris Verduyckt et
Mmes Melissa Depraetere et
Mélissa Hanus)

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

28 oktober 2020

WETSVOORSTEL

**tot een verbod op de import
van jachttrofeeën
van bepaalde bedreigde diersoorten**

(ingediend door de heer Kris Verduyckt en
de dames Melissa Depraetere en
Mélissa Hanus)

RÉSUMÉ

Cette proposition de loi vise à interdire l'importation des trophées de chasse pour toutes les espèces inscrites à l'annexe A du règlement européen 338/97, ainsi que pour certaines espèces animales inscrites à l'annexe B du même règlement. Il s'agit plus particulièrement des espèces qui, par un rapport technique du PNUE et du WCMC, sont également soumises, depuis 2015, aux conditions les plus strictes de l'article 4 dudit règlement européen (qui constitue la base légale de la convention internationale CITES qui protège les espèces animales et végétales menacées).

SAMENVATTING

Dit wetsvoorstel beoogt een verbod op de import van jachttrofeeën voor alle diersoorten die in de bijlage A van de Europese verordening 338/97 staan alsook voor enkele diersoorten uit de bijlage B bij diezelfde verordening. Met name die soorten die door een technisch rapport van UNEP en WCMC sinds 2015 ook onderworpen werden aan de strengste voorwaarden van artikel 4 van die Europese verordening (die de wettelijke basis vormt voor het internationale CITES-verdrag dat bedreigde dier- en plantensoorten beschermt).

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
CD&V	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
sp.a	: socialistische partij anders
cdH	: centre démocrate Humaniste
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant - Onafhankelijk

<i>Abréviations dans la numérotation des publications:</i>		<i>Afkorting bij de numering van de publicaties:</i>	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigegekleurig papier)

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

La présente proposition de loi vise à limiter les importations de trophées de chasse.¹ Le débat sur l'interdiction totale ou sur de nouvelles limitations de ces importations fait rage, depuis de nombreuses années, sur la scène internationale, et les arguments des défenseurs et des détracteurs de ces mesures ont déjà été passés au crible dans différentes études internationales. Dans les présents développements, nous examinerons les principaux arguments avancés au cours de ce débat international, puis le cadre légal dans lequel se situe la présente proposition de loi. Enfin, nous présenterons les limitations que nous souhaitons imposer au travers de la présente proposition de loi.

Ces dernières décennies, le rétrécissement des habitats naturels, le commerce illégal et le braconnage ont entraîné, en Afrique, un déclin significatif de plusieurs espèces animales, par exemple de l'éléphant et du rhinocéros noir, voire l'extinction de certaines espèces, par exemple du quagga (espèce de zèbre). Le tourisme cynégétique a également joué un rôle négatif à cet égard. Cependant, certaines voix s'élèvent encore pour soutenir que la chasse aux trophées a aussi des répercussions positives.

En tout état de cause, des ours polaires, des ours noirs et des ours bruns, ainsi que des loups et des morses sont tués par des chasseurs au Canada, et il est possible de réserver des voyages en Afrique du Sud, au Botswana, au Zimbabwe, en Zambie et au Mozambique pour chasser l'éléphant, le léopard, le guépard, l'hippopotame, le lion ou le rhinocéros, toutes ces espèces étant menacées selon l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN).

La chasse aux trophées contribue-t-elle à la conservation des espèces menacées?

Dans le débat international, le principal argument avancé en faveur du maintien du tourisme cynégétique consiste à soutenir que les revenus générés par cette forme de tourisme, mais aussi l'approche sélective et la bonne régulation de cette pratique, permettent une meilleure conservation des espèces menacées.

¹ Au sens de la définition du "trophée de chasse" visée à l'article 1^{er}, 4^{ter} du Règlement (CE) n° 865/2006 de la Commission du 4 mai 2006 tel que modifié par le Règlement (UE) n° 791/2012 de la Commission du 23 août 2012.

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Dit wetsvoorstel heeft tot doel om de invoer van jacht-trofeeën¹ te beperken. De internationale discussie over een totaalverbod of verdere beperkingen woedt al jaren en argumentatie van voor- en tegenstanders werd in verschillende internationale studies al onder de loep genomen. We zullen in deze toelichting ingaan op de belangrijkste argumenten uit de internationale discussie. Vervolgens zullen we ook het wettelijk kader waarin dit voorstel zich beweegt overlopen en ten slotte toelichten welke beperking wij willen opleggen middels dit voorstel.

De verkleining van leefgebieden, illegale handel en stroperij leidde de voorbije decennia in Afrika tot enorme achteruitgang van diersoorten als de olifant en de zwarte neushoorn, of zelfs tot het uitsterven van soort zoals de quagga (een zebrasoort). Ook jachtoerisme speelde in die evolutie een negatieve rol. Er worden echter steeds tegenargumenten opgeworpen die aangeven dat trofee-jacht wel degelijk ook positieve gevolgen heeft.

Alleszins worden in Canada ijsberen, zwarte en bruine beren, wolven en walrussen doodgeschoten. Voor olifanten, (jacht)luipaarden, nijlpaarden, leeuwen, of neushoorns kunnen reizen worden geboekt naar Zuid-Afrika, Botswana, Zimbabwe, Zambia en Mozambique: stuk voor stuk kwetsbare soorten volgens het IUCN.

Zorgt trofeejacht voor een betere conservatie van bedreigde diersoorten?

Het belangrijkste internationale argument om jachtoerisme in stand te houden is de stelling dat de inkomsten, maar ook de selectieve en goed gereguleerde aanpak ervan zorgt voor een beter instandhouding van bedreigde diersoorten.

¹ Overeenkomstig de definitie "jachttrofee" in artikel 1-4^{ter} van de verordening (EG) nr. 865/2006 van de Commissie van 4 mei 2006 zoals gewijzigd door de Verordening (EU) nr. 791/2012 van de Commissie van 23 augustus 2012.

Pour soutenir cet argument², les partisans de la chasse aux trophées renvoient à une étude du chercheur Peter Lindsey, publiée en 2007³, selon laquelle le tourisme cynégétique, axé sur une chasse très sélective, contribuerait à améliorer la protection de certaines espèces animales protégées et leur repeuplement.

Dans cette étude, Peter Lindsey donne quelques exemples d'espèces animales dont le nombre d'individus aurait ainsi, selon lui, de nouveau augmenté, comme le rhinocéros blanc du sud ou les zèbres et les gnous noirs, qui ont fait leur réapparition en Afrique du Sud.

Toutefois, Peter Lindsey indique aussi qu'une meilleure régulation de l'industrie cynégétique constitue une condition *sine qua non* pour que ce soit le cas (même si, selon lui, le désir d'obtenir les meilleurs trophées de chasse la garantirait automatiquement), mais que force est de constater qu'encore trop d'individus sans scrupules perturbent ce processus. Dans sa conclusion, il exprime en outre des inquiétudes, par exemple à propos de la corruption, et de l'absence d'avantages pour les communautés.

Cet argument des défenseurs de la chasse aux trophées part du principe que cette chasse est très sélective et vise surtout à abréger les souffrances d'animaux âgés et affaiblis.

Or, une étude de 2017⁴ menée par des chercheurs de l'université Queen Mary de Londres arrive à d'autres conclusions, ces chercheurs concluant en effet que les animaux victimes de la chasse aux trophées sont presque toujours les spécimens les plus aptes sur le plan de l'évolution. Comme les braconniers, les chasseurs de trophées visent presque toujours les mâles de grande taille dotés des plus grands bois, des plus grandes cornes ou des plus grandes défenses. Or, ces animaux possèdent les meilleurs gènes de la population animale et leur mort prive cette population de ce patrimoine et les empêchent de se reproduire. Quelles en sont les conséquences? Un affaiblissement de la condition et de la résistance des populations visées,

² www.jachtsite.be/trofeejacht.

³ P.A. LINDSEY (University of Zimbabwe), S.S. ROMANACH (Savé Valley Conservancy) et P.A. ROULET (Université d'Orléans) *Economic and conservation significance of the trophy hunting industry in sub-Saharan Africa*, www.researchgate.net/publication/223580517_Economic_and_conservation_significance_of_the_trophy_hunting_industry_in_Sub-Saharan_Africa.

⁴ ROBERT J. KNELL et CARLOS MARTINEZ-RUIZ (Queen Mary University of London), *Selective harvest focused on sexual signal traits can lead to extinction under directional environmental change*, rspsb.royalsocietypublishing.org/lookup/doi/10.1098/rspsb.2017.1788.

Voorstanders van trofeejacht verwijzen in de verdediging² van dit argument naar een studie uit 2007³ van onderzoeker Peter Lindsey die aantoont dat jachttourisme wel degelijk bijdraagt aan een betere bescherming en groei van bepaalde beschermde diersoorten door erg selectief te jagen.

Lindsey geeft in zijn onderzoek enkele voorbeelden van diersoorten die volgens hem weer konden groeien in aantal, zoals de zuidelijke witte neushoorn alsook zebra's en zwarte gnoes die terug voorkomen in Zuid-Afrika.

Hij geeft echter ook aan dat een betere regulatie van de jachtindustrie een absolute voorwaarde is (al zal volgens hem de hunkering naar optimale jachttrofeeën hier automatisch voor zorgen) maar dat er dient vastgesteld te worden dat nog te veel gewetenloze individuen dit proces verstoren. In zijn conclusie drukt hij ook zijn bezorgdheid uit over bijvoorbeeld corruptie en het gebrek aan voordelen voor gemeenschappen.

Deze stelling van de voorstanders gaat uit van het feit dat trofeejacht erg selectief gebeurt, met name dat vooral oudere en verzwakte dieren uit hun lijden worden verlost.

Dat is niet de bevinding van een studie uit 2017⁴ door onderzoekers van de Queen Mary University of London. Zij concluderen dat de dieren die door trofeejacht getroffen worden zo goed als altijd evolutionair gezien de meest fitte dieren zijn. Trofeejagers hebben het bijna steeds gemunt op grote mannelijke dieren met de grootste geweien, hoorns of slag tanden, net zoals illegale stropers. Deze dieren bezitten de meest hoogwaardige genen van de dierenpopulatie. Hun dood zorgt ervoor dat hun goede genen uit de populatie verdwijnen en die niet langer kunnen verspreiden. Gevolg? De conditie en veerkracht van die populatie vermindert en de overlevingskansen dalen in een veranderende leefomgeving (o.a. door klimaatverandering). Onderzoeker Knell geeft aan dat

² www.jachtsite.be/trofeejacht.

³ P.A. LINDSEY (University of Zimbabwe), S.S. ROMANACH (Savé Valley Conservancy) en P.A. ROULET (Université d'Orléans) *Economic and conservation significance of the trophy hunting industry in sub-Saharan Africa*, www.researchgate.net/publication/223580517_Economic_and_conservation_significance_of_the_trophy_hunting_industry_in_Sub-Saharan_Africa.

⁴ ROBERT J. KNELL en CARLOS MARTINEZ-RUIZ (Queen Mary University of London), *Selective harvest focused on sexual signal traits can lead to extinction under directional environmental change*, rspsb.royalsocietypublishing.org/lookup/doi/10.1098/rspsb.2017.1788.

ainsi qu'une diminution de leurs chances de survie dans un environnement changeant (notamment en raison des changements climatiques). Selon le chercheur Knell, ce phénomène se produit dès l'abattage de 5 % seulement de ces mâles de grande valeur sur le plan génétique.

Il indique toutefois qu'une chasse aux trophées bien réglementée, dans laquelle seuls les vieux animaux mâles sont chassés, pourrait contribuer à la conservation de la nature. Dans son article, il plaide non pas pour une interdiction mais pour une adaptation en profondeur de la politique relative à cette forme de tourisme. Cette position n'est pas soutenue par d'autres chercheurs. Les animaux plus âgés auraient également leur importance pour les réseaux sociaux et les connaissances écologiques au sein du troupeau. La disparition des éléphants mâles plus âgés se traduit ainsi par un comportement plus agressif de la part des jeunes mâles⁵.

Il existe également d'autres études qui mettent clairement en évidence un lien entre, d'une part, les pratiques de chasse légales et, *a fortiori*, le braconnage illégal de certaines espèces et, d'autre part, leurs conséquences sur l'évolution des animaux concernés. L'exemple le plus connu est sans doute le travail empirique⁶ réalisé sur les mouflons canadiens dans les montagnes Rocheuses par David Coltman, professeur de sciences biologiques à l'université d'Alberta. Dans son étude, il a prouvé qu'après des décennies de chasse aux trophées, la taille des cornes de cette espèce de mouflon avait diminué de 20 %.

D'autres études confirment ce constat. C'est ainsi que la chercheuse Joyce Poole⁷ a pu expliquer dans son travail le nombre croissant d'éléphants nés sans défenses au Mozambique. Le biologiste Josh Plotnik, chercheur à la City University de New York et fondateur de l'organisation à but non lucratif Think Elephants, a également fait des constatations similaires à partir d'études d'observation et de preuves anecdotiques.

Un deuxième argument qui permet d'améliorer la protection des espèces animales menacées est l'aspect financier. La chasse aux trophées rapporterait plus d'argent que l'écotourisme, par exemple. Personne ne nie qu'il y a un lien, mais la question est bien sûr de savoir combien d'argent est en jeu, et s'il arrive au bon endroit.

⁵ SLOTOW, VAN DYK, POOLE, PAGE en KLOCKE, "Older bull elephants control young males", www.nature.com/articles/35044191.

⁶ David W. COLTMAN, Paul O'DONOGHUE, Jon T. JORGENSON, John T. HOGG, Curtis STROBECK et Marco FESTA-BIANCHET, "Undesirable evolutionary consequences of trophy hunting", www.nature.com/articles/nature02177.

⁷ Joyce POOLE, *Amboseli Elephant Research Project, Savanna Elephant Vocalization Project*.

zelfs bij een oogst van 5 procent van de hoogwaardige mannetjes dit effect optreedt.

Hij geeft wel aan dat een goed geregleerde trofeejacht waarbij enkel de oude mannelijke dieren worden bejaagd, wel zou kunnen bijdragen aan natuurbehoud. Hij pleit in zijn artikel niet voor een verbod maar voor een grondige aanpassing van het beleid rond deze vorm van toerisme. Deze stelling wordt door andere onderzoekers niet ondersteund. Oudere dieren zouden ook hun belang hebben voor de sociale netwerken en ecologische kennis binnen de kudde. Zo leidt het verwijderen van oudere mannetjesolifanten ertoe dat jongere mannetjes vaker agressief gedrag vertonen⁵.

Er zijn ook andere studies die duidelijk aangeven dat er een verband is tussen legale jachtpraktijken en zeker ook illegale stroperij op soorten en de gevolgen voor hun evolutionaire situatie. De bekendste is wellicht het empirische werk⁶ rond dikhoornschapen in de Rocky Mountains van David Coltman, hoogleraar biologische wetenschappen aan de Universiteit van Alberta. In zijn studie bewees hij dat na tientallen jaren van jacht op trofeeën de grootte van ramshoorns bij dit soort schapen met 20 procent daalde.

Deze vaststelling wordt ook in andere studies bevestigd. Zo kon onderzoekster Joyce Poole⁷ het stijgend aantal olifanten dat in Mozambique zonder slag tanden geboren werd, verklaren in haar werk. Ook bioloog Josh Plotnik, onderzoeker aan de City University van New York en oprichter van de non-profitorganisatie Think Elephants, kent soortgelijke bevindingen uit observatiestudies en anekdotisch bewijs.

Een tweede argument dat zorgt voor een verbetering van de bescherming van de bedreigde diersoorten is het financiële aspect. Trofeejacht zou meer geld opleveren dan bijvoorbeeld ecotoerisme. Niemand ontkent dat er een link is, maar de vraag is uiteraard over hoeveel middelen het hier gaat en of die op de juiste plaats terecht komen.

⁵ SLOTOW, VAN DYK, POOLE, PAGE en KLOCKE, "Older bull elephants control young males", www.nature.com/articles/35044191.

⁶ David W. COLTMAN, Paul O'DONOGHUE, Jon T. JORGENSON, John T. HOGG, Curtis STROBECK en Marco FESTA-BIANCHET, "Undesirable evolutionary consequences of trophy hunting", www.nature.com/articles/nature02177.

⁷ Joyce POOLE, *Amboseli Elephant Research Project, Savanna Elephant Vocalization Project*.

Bien que l'on ignore le montant exact que rapporte le tourisme cynégétique, selon le chercheur Corey Bradshaw de l'Université d'Adélaïde, il représenterait environ 217 millions de dollars par an pour le continent africain⁸.

Or, selon une thèse de doctorat⁹ de l'université de Leiden, au Cameroun, moins de 3 % des revenus du tourisme de chasse iraient aux communautés locales.

Un document important à cet égard est l'étude australienne réalisée en 2017¹⁰ par l'économiste Cameron K. Murray, de l'Université de Sydney. Il a étudié la contribution du tourisme cynégétique à huit économies africaines (Botswana, Éthiopie, Mozambique, Namibie, Afrique du Sud, Tanzanie, Zambie et Zimbabwe).

Les chiffres clés de cette étude ont montré que le secteur de la chasse surestimait nettement sa contribution économique. Son étude se fonde sur un total de 132 millions de dollars par an. Le tourisme de chasse représenterait ainsi 0,78 % des revenus touristiques de ces pays et entre 7 500 et 15 500 emplois touristiques (sur un total estimé à 2 589 000 emplois dans ce secteur). De plus, entre 2000 et 2014, l'ensemble du secteur du tourisme a connu une croissance supérieure à la croissance totale du tourisme cynégétique.

La contribution économique totale du tourisme cynégétique représentait alors 0,03 % du PIB, alors que, dans ces huit pays africains, les recettes du tourisme sont estimées entre 2,8 % et 5,1 % du PIB. L'auteur conclut: *"In terms of the wider tourism economy, which relies heavily on wildlife resources, trophy hunting is relatively insignificant"*.

L'enjeu de la chasse aux trophées pour les revenus affectés à la protection de la nature est-il éthiquement acceptable?

Le principal argument selon lequel la chasse aux trophées génère des revenus afin de protéger les animaux fait évidemment partie d'un débat éthique. On justifie les souffrances et la mort d'animaux individuels par le souci de préserver une espèce animale donnée. Ce regard instrumental sur les animaux est condamné

Het juiste bedrag dat jachttoerisme opbrengt, is niet bekend maar volgens onderzoeker Corey Bradshaw van de universiteit van Adelaide zou dit voor het Afrikaanse continent ongeveer 217 miljoen dollar per jaar bedragen⁸.

Volgens een doctoraatswerk⁹ aan de Universiteit van Leiden zou in Kameroen echter slechts minder dan 3 % van de opbrengsten uit jachttoerisme terecht komen bij lokale gemeenschappen.

Belangrijk in dit verband is een Australische studie uit 2017¹⁰ van econoom Cameron K. Murray van de universiteit van Sydney. Hij onderzocht de bijdrage van jachttoerisme aan acht Afrikaanse economieën (Botswana, Ethiopië, Mozambique, Namibië, Zuid-Afrika, Tanzania, Zambia en Zimbabwe).

De belangrijkste cijfers uit deze studie toonden aan dat de jachtsector hun economische bijdrage duidelijk overschat. Zijn studie gaat uit van een totaal van 132 miljoen dollar per jaar. Zo zou jachttoerisme goed zijn voor 0,78 % van de toeristische inkomsten van deze landen en tussen de 7 500 en 15 500 toeristische jobs (op een totaal van 2 589 000 geschatte jobs in deze sector). Bovendien groeide de volledige toeristische sector tussen 2000 en 2014 telkens met een bedrag dat groter is dan het volledige bedrag dat jachttoerisme opbrengt.

De totale economische bijdrage van jachttoerisme was op dat moment goed voor 0,03 % van het BBP. Dit terwijl in deze acht Afrikaanse landen de toeristische inkomsten te schatten zijn tussen de 2,8 % en 5,1 % van het BBP. De auteur besluit: *"In terms of the wider tourism economy, which relies heavily on wildlife resources, trophy hunting is relatively insignificant."*

Is de inzet van trofeejacht voor inkomsten voor natuurbescherming ethisch aanvaardbaar?

Het belangrijkste argument: trofeejacht zorgt voor inkomsten om dieren te beschermen, is natuurlijk onderdeel van een ethische discussie. Om een bepaalde diersoort in stand te houden wordt het leed en de dood van individuele dieren gerechtvaardigd. Deze instrumentele kijk op dieren wordt veroordeeld in een

⁸ [www.cell.com/trends/ecology-evolution/fulltext/S0169-5347\(15\)00303-1](http://www.cell.com/trends/ecology-evolution/fulltext/S0169-5347(15)00303-1).

⁹ T. B.MAYAKA, *"Value wildlife!: an ecological and economic assessment of wildlife use in Northern Cameroon"*, openaccess.leidenuniv.nl/handle/1887/12061.

¹⁰ Dr. Cameron K. MURRAY, *"The lion's share? On the economic benefits of trophy hunting"*, www.hsi.org/wp-content/uploads/assets/pdfs/economists-at-large-trophy-hunting.pdf.

⁸ [www.cell.com/trends/ecology-evolution/fulltext/S0169-5347\(15\)00303-1](http://www.cell.com/trends/ecology-evolution/fulltext/S0169-5347(15)00303-1).

⁹ T. B.MAYAKA, *"Value wildlife!: an ecological and economic assessment of wildlife use in Northern Cameroon"*, openaccess.leidenuniv.nl/handle/1887/12061.

¹⁰ Dr. Cameron K. MURRAY, *"The lion's share? On the economic benefits of trophy hunting"*, www.hsi.org/wp-content/uploads/assets/pdfs/economists-at-large-trophy-hunting.pdf.

dans un article¹¹ scientifique publié sur le site web de la *Society for Conservation Biology*. Les auteurs se sont basés sur plusieurs dizaines d'articles et d'avis scientifiques pour rédiger la conclusion suivante à l'intention de leur propre secteur d'organisations qui œuvrent pour la protection de la nature:

“Dans ce climat, nous risquons une désensibilisation morale, c'est pourquoi il est primordial d'être transparent et sans équivoque: qu'un chasseur occidental paie pour avoir le privilège de tuer un animal, puis de prendre son corps comme trophée de conquête est alarmant et moralement répréhensible. Rester associés à ces pratiques ne nous correspond pas en tant qu'êtres moraux et rationnels, et il est temps que la communauté de la protection de la nature se réveille et se rende compte des connotations anthropocentriques, chauvines, colonialistes et utilitaires de cette pratique. (...) La chasse aux trophées porte atteinte à la dignité des animaux non humains individuels et est contraire à notre dignité en tant qu'êtres humains. La complicité permanente des défenseurs de la nature sans épuiser toutes les autres options est indécente. En tant que communauté, nous devons au moins espérer faire mieux.” (traduction)

Aujourd'hui, le choix semble limité, à savoir soit opter pour la chasse touristique qui génère des revenus pour la protection de la nature, soit voir des espèces disparaître notamment à cause de la chasse illégale qui est inéluctable. Il convient de casser et de dépasser ce choix en s'engageant sur la voie d'une interdiction totale de la chasse aux trophées.

Ou comme l'indique Marc Bekoff¹², un biologiste comportementaliste à l'Université du Colorado à Boulder: “L'idée de recourir à la chasse aux trophées comme méthode de conservation est une question extrêmement épineuse et controversée donnant lieu à des avis divergents chez des personnes qui affirment toutes vouloir le meilleur pour les animaux.” (traduction)

Quels sont les effets collatéraux indésirables de la chasse aux trophées?

Un des effets indésirables de la chasse aux trophées est l'élevage commercial d'espèces animales dont la chasse est prisée. Cette forme de chasse aux

wetenschappelijk artikel¹¹ gepubliceerd op de website van *Society for Conservation Biology*. Zij baseerden zich op enkele tientallen wetenschappelijke artikelen en opinies om de volgende conclusie neer te schrijven gericht aan de eigen sector van organisaties die instaan voor natuurbescherming:

“In dit klimaat riskeren we morele ongevoeligheid, daarom is het van het grootste belang transparant en on-dubbelzinnig te zijn: dat een westerse jager het voorrecht betaalt om een dier te doden en zijn lichaam vervolgens als een trofee van verovering te nemen, is alarmerend en moreel laakbaar. Betrokken blijven bij deze praktijken past niet bij ons als morele, rationele wezens, en het wordt tijd dat de natuurbeschermingsgemeenschap wakker wordt en de chauvinistische, kolonialistische en utilitaire antropocentrische ondertonen van de praktijk onder ogen ziet. (...) Trofeejacht schendt de waardigheid van individuele niet-menselijke dieren en staat onder onze waardigheid als mens. Blijvende medeplichtigheid door natuurbeschermers zonder andere opties volledig uit te putten, is niet passend. Als gemeenschap moeten we op zijn minst hopen het beter te doen.”

Vandaag lijkt de keuze beperkt te zijn: kiezen voor jachttoerisme die voor inkomsten zorgt voor natuurbescherming of soorten zien te verdwijnen door onder andere illegale jacht die niet voorkomen kan worden. Het is belangrijk om deze keuze te doorbreken door stappen te zetten in de richting van een totaalverbod op trofeejacht.

Of zoals Marc Bekoff¹², een gedragsbioloog aan de Universiteit van Colorado in Boulder het zegt: “Het idee van jacht op trofeeën als conservatie methode is een uiterst lastig en omstreden kwestie die tot uiteenlopende meningen leidt van mensen die allemaal beweren het beste voor dieren te willen.”

Welke niet-wenselijke neveneffecten bestaan naast trofeejacht?

Een van de uitwassen van trofeejacht is de commerciële fok van graag bejaagde diersoorten. Deze vorm van trofeejacht wordt “*canned hunting*” genoemd. In een

¹¹ BATAVIA, NELSON, DARIMONT, PAQUET, RIPPLE en WALLACH, “*The elephant (head) in the room: A critical look at trophy hunting*”, conbio.onlinelibrary.wiley.com/doi/full/10.1111/conl.12565.

¹² Marc BEKOFF, “*The Emotional Lives of Animals: A Leading Scientist Explores Animal Joy, Sorrow, and Empathy and Why They Matter*”.

¹¹ BATAVIA, NELSON, DARIMONT, PAQUET, RIPPLE en WALLACH, “*The elephant (head) in the room: A critical look at trophy hunting*”, conbio.onlinelibrary.wiley.com/doi/full/10.1111/conl.12565.

¹² Marc BEKOFF, “*The Emotional Lives of Animals: A Leading Scientist Explores Animal Joy, Sorrow, and Empathy and Why They Matter*”.

trophées est appelée “*canned hunting*”. Selon un rapport¹³ de la *Born Free Foundation*, il y a en Afrique du Sud de 6 000 à 8 000 lions qui sont élevés en captivité dans des conditions déplorables principalement dans le but d’être utilisés pour cette forme déplorable de chasse aux trophées. En outre, leurs os font l’objet d’un commerce à destination de pays tels que le Laos et le Vietnam sous le prétexte de l’exportation de trophées de chasse. D’après les données que Lord Ashcroft, un ancien homme politique britannique, a réunies pour son livre intitulé “*Unfair Game*” dans le cadre d’une large opération sous couverture¹⁴ “*Operation Simba*”¹⁵, il y aurait même 12 000 lions répartis sur 250 élevages en Afrique du Sud, soit quatre fois plus que la population sauvage de lions. Les prix sur Internet varient entre 11 500 et 49 000 euros en fonction de la taille et de la qualité de la crinière.

La Convention CITES et l’Europe¹⁶ autorisent, sous conditions, l’importation et l’exportation d’animaux élevés pour la chasse car ces pratiques n’auraient pas d’effet négatif sur leur survie. Ainsi, depuis 2009, 13 trophées¹⁷ d’algazelle, déjà disparue à l’état sauvage, ont déjà été importés d’Afrique du Sud. Cet animal de type gazelle y est spécialement élevé pour la chasse touristique. De plus en plus de trophées de lions élevés en captivité sont importés en Belgique. En 2015, 6 trophées ont été importés, 15 l’ont été en 2018 et pas moins de 67 en 2019. Des tigres sont également élevés en Afrique du Sud pour la chasse aux trophées et le commerce de leurs os. Depuis 2014, 13 spécimens de tigres élevés en captivité ont été importés en Belgique en provenance d’Afrique du Sud¹⁸.

On observe également que le braconnage ne régresse pas malgré la pratique du tourisme cynégétique. Une étude très récente de 2020¹⁹ a conclu que le braconnage des éléphants n’avait pas diminué depuis 2011.

rapport¹³ van de *Born Free Foundation* is er sprake van 6 000 tot 8 000 leeuwen in Zuid-Afrika die in erbarmelijke omstandigheden gefokt worden in gevangenschap met als voornaamste doel te worden gebruikt voor deze laakbare vorm van trofeejacht. Bijkomend worden hun botten verhandeld naar landen als Laos en Vietnam onder het mom van de uitvoer van jachttrofeeën. Volgens de gegevens die hij verzamelde door een uitgebreide undercoveroperatie¹⁴ voor zijn boek “*Unfair Game*” van voormalig Brits politicus Lord Ashcroft “*Operation Simba*”¹⁵ zijn er dat zelfs 12 000, verspreid over 250 fokkerijen in Zuid-Afrika. Dat zijn vier keer zoveel leeuwen als er in het wild leven. Prijzen op het internet gaan van 11 500 tot 49 000 euro, afhankelijk van de grootte en de kwaliteit van de manen.

Het CITES-verdrag en Europa¹⁶ laat de in- en uitvoer van voor de jacht gekweekte dieren onder voorwaarden toe omdat dit geen negatieve invloed zou hebben op het voortbestaan ervan. Zo werden in ons land sinds 2009 13 trofeeën¹⁷ uit Zuid-Afrika van de in het wild reeds uitgestorven algazel ingevoerd. Dit gazelle-achtig dier wordt daar speciaal gefokt voor jachttourisme. In België worden er steeds meer trofeeën ingevoerd van leeuwen die zijn gekweekt in gevangenschap. In 2015 werden er 6 trofeeën ingevoerd, in 2018 waren het er 15 en in 2019 maar liefst 67. In Zuid-Afrika worden ook tijgers gefokt voor de trofeejacht en de handel in tijgerbeenderen. Sinds 2014 zijn er 13 specimens van tijgers gefokt in gevangenschap ingevoerd naar België vanuit Zuid-Afrika¹⁸.

Er wordt ook vastgesteld dat ondanks het voorkomen van jachttourisme de illegale niet daalt. Een zeer recente studie uit 2020¹⁹ heeft als conclusie dat de stroperij van olifanten niet is afgenomen sinds 2011.

¹³ “*Cash before Conservation - An Overview of the Breeding of Lions for Hunting and Bone Trade - Born Free Foundation*”, conservationaction.co.za/resources/reports/cash-before-conservation-an-overview-of-the-breeding-of-lions-for-hunting-and-bone-trade/.

¹⁴ “Zo worden leeuwen gefokt voor de trofeejacht en de slacht” (C’est ainsi que les lions sont élevés pour la chasse aux trophées et pour être massacrés), *Trouw* 5 juli 2020, www.trouw.nl/duurzaamheid-natuur/zo-worden-leeuwen-gefokt-voor-de-trofeejacht-en-de-slacht-b2195277/.

¹⁵ lordashcroftpolls.com/2019/04/lord-ashcrofts-exclusive-revelations-about-horrific-captive-bred-lion-farming/#more-15948.

¹⁶ www.europarl.europa.eu/doceo/document/E-8-2017-001247-ASW_EN.html?redirect.

¹⁷ trade.cites.org.

¹⁸ trade.cites.org.

¹⁹ SCHLOSSBERG, CHASE, GOBUSH, WASSER EN LINDSAY, *State-space models reveal a continuing elephant poaching problem in most of Africa*.

¹³ “*Cash before Conservation - An Overview of the Breeding of Lions for Hunting and Bone Trade - Born Free Foundation*”, conservationaction.co.za/resources/reports/cash-before-conservation-an-overview-of-the-breeding-of-lions-for-hunting-and-bone-trade/.

¹⁴ “Zo worden leeuwen gefokt voor de trofeejacht en de slacht”, *Trouw* 5 juli 2020, www.trouw.nl/duurzaamheid-natuur/zo-worden-leeuwen-gefokt-voor-de-trofeejacht-en-de-slacht-b2195277/.

¹⁵ lordashcroftpolls.com/2019/04/lord-ashcrofts-exclusive-revelations-about-horrific-captive-bred-lion-farming/#more-15948.

¹⁶ www.europarl.europa.eu/doceo/document/E-8-2017-001247-ASW_EN.html?redirect.

¹⁷ trade.cites.org.

¹⁸ trade.cites.org.

¹⁹ SCHLOSSBERG, CHASE, GOBUSH, WASSER EN LINDSAY, *State-space models reveal a continuing elephant poaching problem in most of Africa*.

Chiffres:

Des articles publiés dans la presse internationale²⁰ ont révélé que pas moins de 1,7 million de trophées de chasse ont été emportés entre 2005 et 2015, dont 200 000 à la suite de la chasse d'espèces menacées d'extinction.

Il ressort de chiffres de la Base de données sur le commerce CITES²¹ que 702 trophées de ce type ont été importés dans notre pays entre 2010 et 2018. Ce chiffre ne dit cependant pas tout. En effet, chaque importation peut se composer de parties de plusieurs animaux²² et, selon la banque de données CITES, 1 293 licences d'exportation vers la Belgique ont été délivrées.

La convention CITES et la législation européenne:

La convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (*Convention on International Trade in Endangered Species of wild fauna and flora* ou CITES)²³ a été signée à Washington le 3 mars 1973. Cette convention est entrée en vigueur le 1^{er} juillet 1975. Elle comptait alors 21 parties. Depuis lors, le nombre de parties à cette convention a fortement augmenté et elles sont actuellement au nombre de 183.

L'objectif de la convention est de protéger les espèces de faune et de flore sauvages grâce à une coopération internationale et de lutter contre la surexploitation résultant du commerce international. Malgré cet engagement en faveur de leur protection, la CITES autorise l'abattage d'animaux contre paiement dans des conditions strictes. C'est pourquoi des quotas ont été établis dans le cadre de cette convention. La convention CITES prévoit toutefois que le produit de cette chasse doit être affecté à des investissements visant la protection de la nature.

Les espèces sont énumérées dans trois annexes, ainsi que le prévoit l'article 2 de la convention, chacune étant dotée d'un régime juridique différent allant d'une interdiction de commerce au commerce contrôlé.

²⁰ www.theguardian.com/environment/2016/jun/14/millions-of-animal-trophies-exported-across-borders-figures-show.

²¹ trade.cites.org/#.

²² Animal Rights cite, à titre d'exemple, un envoi comprenant treize peaux de zèbre, huit têtes d'ours, six oreilles d'éléphant et seize pattes de guépard. Ou un colis de 80 kilos de défense d'éléphant.

²³ cites.org.

Cijfers:

Uit internationaal journalistiek werk²⁰ bleek dat tussen 2005 en 2015 liefst 1,7 miljoen jachttrofeeën werden meegenomen waarvan 200 000 van soorten die met uitsterven bedreigd worden.

Uit cijfergegevens uit de CITES Trade Database²¹ blijkt dat tussen 2010 en 2018 in ons land 702 jachttrofeeën werden ingevoerd. Dit cijfer zegt echter niet alles want elke import kan bestaan uit delen van meerdere dieren²² en volgens de databank van CITES werden er 1 293 exportvergunningen naar België verleend.

Het CITES-verdrag en Europese wetgeving:

Het Convention on International Trade in Endangered Species of wild fauna and flora (CITES)²³ of het verdrag inzake de internationale handel in bedreigde in het wild levende dier- en plantensoorten werd op 3 maart 1973 ondertekend in Washington. Het verdrag trad in werking op 1 juli 1975. Op dat moment waren er 21 verdragspartijen. Sindsdien is het aantal verdragspartijen sterk toegenomen en op dit moment zijn er 183 verdragspartijen.

De doelstelling van het verdrag is de bescherming van in het wild levende dier- en plantensoorten via internationale samenwerking en tegen overmatige exploitatie ten gevolge van de internationale handel. Ondanks deze inzet op bescherming laat CITES onder strikte voorwaarden toe dat er dieren worden afgeschoten tegen betaling. Daarom werden er middels dit verdrag quota vastgesteld. Het verdrag bepaalt dat de opbrengst van deze jacht dient te worden gebruikt voor investeringen in bescherming van natuur.

De oplijsting van soorten gebeurt in drie verschillende appendices, geformuleerd in artikel 2 van het verdrag. Zij hebben elk een verschillend juridisch regime, gaande van een handelsverbod tot gecontroleerde handel.

²⁰ www.theguardian.com/environment/2016/jun/14/millions-of-animal-trophies-exported-across-borders-figures-show.

²¹ trade.cites.org/#.

²² Animal Rights geeft als voorbeeld een verzending die uit dertien zebrahuiden, acht berenhoofden, zes olifantenoren en zestien cheetah poten bestond. Of een verzending van 80 kilo aan olifantenslagtanden.

²³ cites.org.

L'Europe n'est pas partie à la convention CITES mais a adopté, dès 1982, une réglementation servant de base légale à l'application de ladite convention: un règlement de base²⁴ et le règlement d'exécution de la CITES²⁵.

Une différence majeure par rapport à la CITES (qui contient trois annexes) réside dans le fait que la réglementation européenne prévoit quatre annexes. Ses annexes A, B et C correspondent toutefois très largement aux annexes I, II et III de la convention CITES. Son annexe A vise les espèces bénéficiant du plus haut degré de protection en raison de la menace réelle pesant sur leur survie. Quant à son annexe D, elle ne vise que des espèces de faune et de flore qui ne sont pas protégées par la convention CITES mais qui le sont par l'Union européenne.

En matière de restrictions d'importation, la réglementation européenne est nettement plus stricte que la convention CITES²⁶. Les licences d'importation sont imposées non seulement pour les espèces mentionnées à l'annexe A, mais aussi pour certaines espèces visées à l'annexe B. Une licence ne doit donc pas seulement être délivrée par le pays d'exportation, mais aussi par le pays de destination. L'importation d'espèces visées aux annexes C et D doit obligatoirement être signalée lorsque ces espèces entrent sur le territoire de l'Union européenne. La législation européenne est donc plus sévère, mais facilite en revanche les relations commerciales entre les États membres. Ces règles s'appliquent dans l'ensemble de l'Union européenne, mais les États membres peuvent néanmoins prendre des mesures encore plus strictes.

La Belgique a adhéré à la CITES le 3 octobre 1983, cette convention étant entrée en vigueur en Belgique le 1^{er} janvier 1984 en vertu de la loi du 28 juillet 1981²⁷.

Comme tous les traités internationaux, la convention CITES est un texte de compromis. Les principaux exportateurs de trophées de chasse, à savoir le Canada et quelques pays d'Afrique australe, plaident systématiquement en faveur de règles plus souples pour la chasse aux trophées. Le Canada arrive ainsi à maintenir la chasse à l'ours polaire, tandis que l'Afrique du Sud est parvenue à augmenter le quota de chasse pour le rhinocéros noir en 2019.

²⁴ Règlement (CE) n° 338/97.

²⁵ Règlement (CE) n° 100/2008.

²⁶ Laurie BRAET, "De effectiviteit van de internationale en Europese reglementering inzake de illegale handel in bedreigde diersoorten", *Masterproef van de opleiding Master in de rechten*.

²⁷ http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/change_lg.pl?language=fr&la=F&cn=1981072830&table_name=loi.

Europa is geen verdragspartij in CITES maar sinds 1982 voert het al regelgeving in als wettelijke basis om het verdrag toe te passen via de basisverordening²⁴ en de CITES-uitvoeringsverordening²⁵.

Een belangrijk verschil is dat de EU-regelgeving vier bijlagen maakte (in plaats van de drie appendices bij CITES) waarvan bijlagen A, B en C voor het grootste deel overeenkomen met bijlagen I, II en III uit het CITES-Verdrag. Bijlage A omvat de soorten die de hoogste graad van bescherming krijgen omwille van de reële bedreiging van hun voortbestaan. Op bijlage D staan enkel dier- en plantensoorten die de CITES-overeenkomst niet beschermt maar Europa dus wel.

De EU-regelgeving gaat op het vlak van invoerbeperkingen veel verder dan het CITES-Verdrag²⁶. Invoervergunningen worden niet enkel verplicht gesteld voor bijlage A-soorten maar ook voor sommige bijlage B-soorten. Niet enkel het land van uitvoer dient dus een vergunning te verlenen, ook het land van bestemming. Meldingen van invoer worden verplicht gesteld voor bijlagen C en D-soorten wanneer deze de EU binnenkomen. De Europese wetgeving is dus strenger maar zorgt wel voor vlotte handelsbetrekkingen tussen de lidstaten zelf. Deze regels gelden voor de hele Europese Unie, maar de lidstaten mogen nog strengere maatregelen treffen.

België werd op 3 oktober 1983 verdragspartij bij CITES. Op 1 januari 1984 werd het verdrag ook van kracht in België door de Wet van 28 juli 1981²⁷.

Zoals alle internationale verdragen is het CITES-verdrag een compromistekst. De grootste uitvoerders van jachttrofeeën Canada en enkele landen in zuidelijk Afrika pleiten consequent voor soepelere regels rond trofeejacht. Op die manier kan Canada de jacht op ijsberen in stand houden en kon Zuid-Afrika in 2019 het quotum op de zwarte neushoorn verhogen.

²⁴ Verordening (EG) nr. 338/97.

²⁵ Verordening (EG) nr. 100/2008.

²⁶ Laurie BRAET, "De effectiviteit van de internationale en Europese reglementering inzake de illegale handel in bedreigde diersoorten", *Masterproef van de opleiding Master in de rechten*.

²⁷ www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/change_lg_2.pl?language=nl&nm=1981072850&la=N.

Le groupe de pression international le plus important pour la promotion du tourisme cynégétique est sans doute le Safari Club International (SCI).

Le fait que ce club soit autorisé à participer en tant qu'observateur à la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction et qu'il déclare, sur son site web, avoir déjà investi des dizaines de millions de dollars dans le lobbying international montre clairement que la CITES n'a pas les coudées franches pour organiser une protection efficace. En outre, le fait que le SCI finance également la recherche scientifique sur les espèces menacées par l'intermédiaire de la *Safari Club Foundation* est, selon les organisations de conservation, plus que suspect.

C'est l'une des raisons pour lesquelles les chances d'inclure à court terme une interdiction totale de la chasse aux trophées dans la convention CITES sont très minces. Ces dernières années, les conférences ont principalement mis l'accent sur la nécessité d'une réglementation plus stricte et sur la lutte contre la chasse et le commerce illégaux dans les pays d'origine eux-mêmes.

L'idée de la présente proposition est toutefois de ne pas attendre cette interdiction totale et, tout comme nos voisins aux Pays-Bas, de restreindre fortement l'importation de trophées de chasse. Nous contribuerons ainsi à la limitation de la chasse aux trophées et, surtout, nous enverrons un signal aux autres États parties à la CITES.

Le pouvoir d'un État membre de restreindre l'importation de trophées de chasse:

Un animal abattu – ou une partie de celui-ci – importé comme trophée de chasse peut être considéré comme une marchandise. Par conséquent, ces importations sont couvertes par la libre circulation des biens. L'Union européenne attache une grande importance à cette libre circulation, surtout lorsqu'il s'agit du marché intérieur. La libre circulation des biens est régie par les articles 28 et 29 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

Il est important de noter à cet égard que l'article 28 dispose non seulement qu'il n'y a pas de droits de douane entre les États membres et qu'il existe un tarif douanier commun avec les pays tiers, mais aussi et surtout que toute restriction qui aurait un effet équivalent est interdite. Il existe toutefois des exceptions aux règles générales en matière de libre circulation des biens, exceptions qui sont présentées dans différents articles de ce Traité.

L'article 36 du traité précité précise notamment qu'il y a des exceptions possibles aux principes généraux. Dans le cadre de notre proposition de loi, nous voudrions faire référence à la restriction des importations

De belangrijkste internationale lobbygroep die jachtoerisme promoot is wellicht de *Safari Club International* (SCI).

Het feit dat zij als waarnemer mag deelnemen aan de *Convention on International Trade in Endangered Species of Wild Fauna and Flora* en dat zij op haar website zelf aangaf reeds tientallen miljoenen dollars te hebben geïnvesteerd in internationale lobby, maakt duidelijk dat het verdrag wordt afgeremd om verregaande bescherming te regelen. Dat SCI via een *Safari Club Foundation* ook wetenschappelijk onderzoek financiert over bedreigde diersoorten, is volgens natuurbeschermingsorganisaties meer dan bedenkelijk te noemen.

Onder andere daarom is de kans op het opnemen van een totaalverbod op trofeejacht in het CITES-Verdrag op korte termijn heel klein. De focus in de conferenties ligt de laatste jaren vooral op een vraag tot strengere regulering en aanpak van illegale jacht en handel in de herkomstlanden zelf.

Met dit voorstel willen wij echter niet wachten op dit totaalverbod en net zoals in ons buurland Nederland, de import op trofeejacht sterk beperken. Op die manier dragen we bij aan de inperking van trofeejacht en geven we vooral ook een signaal naar de andere partijen uit het CITES-verdrag.

De bevoegdheid van een lidstaat tot beperking import jachttrofeeën:

Een geschoten dier of een gedeelte daarvan dat als jachttrofee ingevoerd wordt, kan als goed worden aanzien. Daarom valt deze import onder het vrij verkeer van goederen. De Europese Unie hecht veel belang aan dit vrij verkeer, zeker als het gaat over de interne markt in Europa. Het vrij verkeer van goederen is geregeld in de artikelen 28 en 29 van het Verdrag betreffende de Werking van de Europese Unie.

Belangrijk daarbij is dat artikel 28 niet alleen bepaalt dat er geen douanerechten tussen de lidstaten zijn en er een gemeenschappelijke douanetarief is met derde landen maar vooral dat iedere beperking van gelijke werking verboden is. Toch zijn er uitzonderingen op de algemene regels omtrent dit vrij verkeer zoals in verschillende artikelen van dit verdrag verder uit de doeken wordt gedaan.

Zo bepaalt artikel 36 van het bovengenoemde verdrag dat er uitzonderingen mogelijk zijn op de algemene principes. Voor dit wetsvoorstel zouden wij graag verwijzen naar de beperking van de import inzake de bescherming

liées à la protection de la santé et de la vie de certains animaux. L'article en question comporte en effet une exception aux règles des articles 34 et 35, qui visent à interdire respectivement les restrictions à l'importation et à l'exportation. Or, notre proposition vise à interdire les trophées de chasse d'animaux (sauvages ou d'élevage) considérés comme menacés par le règlement européen. Il ressort d'un nombre suffisant d'études, citées dans les présents développements, que l'on est droit de mettre en doute – à tout le moins – l'idée selon laquelle la chasse aux trophées contribuerait à une meilleure protection de ces espèces menacées.

Champ d'application de la présente proposition de loi:

L'objectif de notre proposition de loi est de restreindre l'importation d'animaux sauvages abattus dans le but d'en faire des trophées de chasse. La définition d'un trophée de chasse est reprise dans le dispositif de la présente proposition de loi. Les conditions d'importation des espèces animales dépendent de l'annexe dans laquelle elles se trouvent et des autorisations associées à ces annexes.

La présente proposition vise à interdire l'importation de trophées de chasse des espèces de l'annexe A. Pour les espèces de l'annexe B, nous voulons interdire les permis d'importation pour les trophées de chasse des espèces suivantes:

- le rhinocéros blanc (*Ceratotherium simum*)
- l'hippopotame commun (*Hippopotamus amphibius*)
- l'éléphant de savane d'Afrique (*Loxodonta africana*)
- l'argali (*Ovis ammon*)
- le lion (*Panthera leo*)
- l'ours blanc ou polaire (*Ursus maritimus*)

Pour ces six espèces inscrites à l'annexe B, l'Union européenne a imposé, par le biais d'un rapport technique²⁸ du PNUE, que l'importation de ces animaux ou de leurs trophées de chasse soit traitée, depuis 2015, de la même manière - la plus stricte - que celle des espèces de la liste de l'annexe A.

²⁸ Overview of current opinions for species for which the introduction of hunting trophies is due to be subject to the provisions of Article 4 of Reg. (EC) No 338/97, [ec.europa.eu/environment/cites/pdf/reports/SRG67 %20Hunting%20trophies%20overview%20_public_.pdf](http://ec.europa.eu/environment/cites/pdf/reports/SRG67%20Hunting%20trophies%20overview%20_public_.pdf).

van de gezondheid en het leven van dieren. Het bewuste artikel vormt een uitzondering van de verbodsregels in artikelen 34 en 35 op enerzijds invoerbeperkingen en anderzijds uitvoerbeperkingen. Het voorstel beoogt immers een verbod op jachttrofeeën van dieren (in het wild of gekweekt) die door de Europese Verordening worden beschouwd als bedreigd in hun voortbestaan. Uit voldoende studies die in deze toelichting werden aangehaald, blijkt dat er op zijn minst een duidelijke en gerechtvaardigde twijfel is dat trofeejacht zou bijdragen aan een betere bescherming van deze diersoorten die in gevaar zijn.

Draagwijdte van dit wetsvoorstel:

Met dit wetsvoorstel beogen we een beperking van de invoer van geschoten wild als jachttrofee. De definitie van een jachttrofee is opgenomen in de wettelijke bepalingen van dit voorstel. De invoerwaarden van diersoorten is afhankelijk van de bijlage waarin ze zich bevinden, en de eraan gekoppelde vergunningen.

Met dit voorstel willen we een verbod op de invoer van jachttrofeeën van bijlage A-soorten. Voor soorten van bijlage B willen we de invoervergunningen verbieden voor de jachttrofeeën van de volgende soorten:

- breedlipneushoorn of witte neushoorn (*Ceratotherium simum simum*)
- nijlpaard (*Hippopotamus amphibius*)
- Afrikaanse olifant (*Loxodonta africana*)
- argalischaaap (*Ovis ammon*)
- leeuw (*Panthera leo*)
- ijsbeer (*Ursus maritimus*)

Voor deze zes soorten van bijlage B werd door de Europese Unie middels een technisch rapport²⁸ van UNEP opgelegd dat de invoer van deze soort of hun jachttrofeeën al sinds 2015 op dezelfde en dus de meest strenge wijze wordt behandeld als voor soorten op de lijst van bijlage A.

²⁸ Overview of current opinions for species for which the introduction of hunting trophies is due to be subject to the provisions of Article 4 of Reg. (EC) No 338/97, [ec.europa.eu/environment/cites/pdf/reports/SRG67 %20Hunting%20trophies%20overview%20_public_.pdf](http://ec.europa.eu/environment/cites/pdf/reports/SRG67%20Hunting%20trophies%20overview%20_public_.pdf).

La présente proposition prévoit donc que les permis d'importation pour l'introduction dans notre pays de trophées de chasse des espèces inscrites à l'annexe A du règlement de base et des six espèces susmentionnées inscrites à l'annexe B du règlement de base doivent être refusées quelle que soit leur origine. Toutefois, les demandes de permis d'importation de trophées de chasse d'autres espèces inscrites à l'annexe B peuvent toujours être accordées s'il existe un permis d'exportation du pays d'origine. Les trophées de chasse provenant d'animaux inscrits aux annexes C et D ne nécessitent pas de permis d'importation ou d'exportation. La présente proposition de loi supprime une motivation à se procurer des trophées de chasse en dehors de l'Union européenne en vue de leur jouissance ou de leur utilisation dans notre pays. Elle fait en outre écho à la large opposition de la population belge à l'importation de trophées de chasse des espèces animales concernées.

Dit voorstel bepaalt dus dat invoervergunningen voor het in ons land binnenbrengen van jachttrofeeën van de soorten op bijlage A bij de basisverordening en de zes hiervoor genoemde soorten van bijlage B bij de basisverordening geweigerd dienen te worden ongeacht hun oorsprong. Aanvragen voor invoervergunningen voor jachttrofeeën afkomstig van andere bijlage B-soorten kunnen wel nog worden ingewilligd als er een uitvoervergunning is van het land van oorsprong. Voor jachttrofeeën van de dieren uit bijlage C en D is geen in- of uitvoervergunning nodig. Met dit wetsvoorstel wordt een drijfveer weggenomen voor het bemachtigen van jachttrofeeën buiten de Europese Unie met het oog op het genot of gebruik daarvan in ons land. Bovendien komt dit voorstel tegemoet aan de brede maatschappelijk weerstand in ons land tegen de import van jachttrofeeën van de betrokken diersoorten.

Kris VERDUYCKT (sp.a)
Melissa DEPRAETERE (sp.a)
Mélissa HANUS (PS)

PROPOSITION DE LOI

Article 1^{er}

La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

Art. 2

Pour l'application de la présente loi, on entend par:

1° trophée de chasse: un animal entier ou une partie d'un animal facilement reconnaissable, brut, traité ou manufacturé, qui a été obtenu légalement par le chasseur dans le cadre d'une chasse, pour son usage personnel et qui est importé, exporté ou réexporté par le chasseur ou en son nom. Il ne peut être vendu;²⁹

2° le Service: le service CITES du Service public fédéral Santé publique, Sécurité de la chaîne alimentaire et Environnement;

3° Règlement de la Commission: le Règlement 865/2006 de la Commission du 4 mai 2006 portant modalités d'application du Règlement (CE) n° 338/97 du Conseil relatif à la protection des espèces de faune et de flore sauvages par le contrôle de leur commerce, modifié en dernier lieu par le Règlement (UE) 2019/220 de la Commission du 6 février 2019;

4° spécimen de l'Annexe A, B, C ou D: spécimen d'une espèce inscrite respectivement à l'Annexe A, B, C ou D du Règlement (CE) n° 338/97.

Art. 3

Il est interdit d'importer les trophées de chasse suivants, tels que définis dans l'arrêté royal du 9 avril 2003 relatif à la protection des espèces de faune et de flore sauvages par le contrôle de leur commerce:

1° un trophée de chasse d'un spécimen de l'annexe A;

2° un trophée de chasse d'un des spécimens suivants de l'annexe B: *Ceratotherium simum simum*, *Hippopotamus amphibius*, *Loxodonta africana*, *Ovis ammon*, *Panthera leo* et *Ursus Maritimus*.

²⁹ La réglementation européenne considère un trophée de chasse d'un animal abattu par le chasseur comme une possession personnelle. Le propriétaire doit cependant pouvoir prouver qu'il avait un permis de chasse.

WETSVOORSTEL

Artikel 1

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

Art. 2

Voor de toepassing van deze wet wordt verstaan onder:

1° jachttrofee: een volledig dier, of een gemakkelijk herkenbaar deel van een dier, dat onbewerkt, verwerkt of bewerkt is, door de jager legaal door jacht verworven voor persoonlijk gebruik door de jager en wordt ingevoerd, uitgevoerd of weder uitgevoerd door of namens de jager. Het mag niet verder verkocht worden;²⁹

2° de Dienst: De CITES dienst van de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu;

3° Commissieverordening: de Verordening (EG) nr. 865/2006 van de Commissie van 4 mei 2006 houdende uitvoeringsbepalingen van Verordening (EG) nr. 338/97 van de Raad inzake de bescherming van in het wild levende dier- en plantensoorten door controle op het desbetreffende handelsverkeer, gewijzigd door de Verordening (EU) nr. 791/2012 van de Commissie van 23 augustus 2012;

4° specimen van bijlage A, B, C of D: specimen van een soort respectievelijk ingeschreven op bijlage A, B, C of D van de Raadsverordening.

Art. 3

Het is verboden om volgende jachttrofeeën in te voeren zoals nader omschreven in het koninklijk besluit van 9 april 2003 inzake de bescherming van in het wild levende dier- en plantensoorten door controle op het desbetreffende handelsverkeer:

1° een jachttrofee van specimen van bijlage A;

2° een jachttrofee van de volgende specimen van bijlage B: *Ceratotherium simum simum*, *Hippopotamus amphibius*, *Loxodonta africana*, *Ovis ammon*, *Panthera leo* en *Ursus Maritimus*.

²⁹ De Europese regelgeving ziet een zelf geschoten jachttrofee als persoonlijk bezit. De eigenaar moet wel kunnen aantonen dat hij een jachtvergunning had.

Art. 4

Le Service n'octroie pas de permis d'importation et d'exportation ni de certificats de réexportation, visés à l'article 2 du Règlement de la Commission, pour le transport de trophées de chasse qui relèvent de la définition dans l'article 3.

Art. 5

Est puni d'un emprisonnement de six mois à cinq ans et d'une amende de 26 à 200 000 euros, ou de l'une de ces peines seulement, celui qui importe des spécimens, en exporte, en fait transiter, en réexporte ou en introduit en provenance de la mer en infraction aux dispositions de la présente loi. Les dispositions du chapitre VII et de l'article 85 du Code pénal sont applicables aux infractions prévues par le présent article.

Art. 6

§ 1^{er}. Sans préjudice des pouvoirs des officiers de police judiciaire, les infractions à la présente loi sont recherchées et constatées par:

1° les agents de la douane;

2° les membres de la police fédérale et locale;

3° les contrôleurs et inspecteurs CITES statutaires et contractuels du Service public fédéral Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement;

4° d'autres membres du personnel du Service public fédéral Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement désignés par le Roi;

5° les membres du personnel statutaire ou contractuel de l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire chargés des contrôles pour autant que ces contrôles s'exercent sur les sites visés à l'article 4, § 3, 2°, de la loi du 4 février 2000 relative à la création de l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire et ont pour objectif la santé publique, la santé animale ou la santé des plantes.

§ 2. Les personnes mentionnées au § 1^{er} ont, dans l'exercice de leurs fonctions, libre accès aux usines, magasins, dépôts, bureaux, moyens de transport, bâtiments d'entreprise et d'élevage, cultures, criées, marchés, mines, installations frigorifiques, entrepôts, gares et aux exploitations situées en plein air.

Art. 4

De Dienst geeft geen invoer- of uitvoervergunningen en wederuitvoercertificaten, bedoeld in artikel 2 van de Commissieverordening, voor het vervoeren van jacht-trofeeën die vallen onder de omschrijving in artikel 3.

Art. 5

Met een gevangenisstraf van zes maand tot vijf jaar en met een boete van 26 tot 200 000 euro, of met een van die straffen alleen wordt diegene gestraft die, in overtreding van de bepalingen van deze wet specimens invoert, uitvoert, doorvoert, wederuitvoert of vanuit de zee inbrengt. De bepalingen van hoofdstuk VII en van artikel 85 van het Strafwetboek zijn toepasselijk op de door onderhavig artikel voorgeschreven overtredingen.

Art. 6

§ 1. Onverminderd de bevoegdheden van de officieren van de gerechtelijke politie worden de overtredingen op deze wet opgespoord en vastgesteld door:

1° de agenten van de douane;

2° de leden van de federale en lokale politie;

3° de statutaire en contractuele controleurs en inspecteurs CITES van de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu;

4° andere door de Koning aangewezen personeelsleden van de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu;

5° de statutaire en contractuele personeelsleden van het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen die belast zijn met het uitvoeren van de controles voor zover deze controles worden uitgeoefend op de in artikel 4, § 3, 2°, van de wet van 4 februari 2000 houdende oprichting van het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen bedoelde plaatsen en de volksgezondheid, de diergezondheid of de plantengezondheid tot doel hebben.

§ 2. In de uitoefening van hun functies hebben de in paragraaf 1 vermelde personen vrije toegang tot de fabrieken, winkels, depots, kantoren, vervoermiddelen, ondernemings- en fokgebouwen, teelten, veilingen, markten, mijnen, koelinstallaties, opslagplaatsen, stations en bedrijven in de open lucht.

La visite de locaux servant d'habitation est permise à tout moment, moyennant autorisation écrite et préalable de l'occupant, ou entre 5 heures du matin et 9 heures du soir, et seulement avec l'autorisation du juge du tribunal de police. Cette autorisation est aussi requise pour la visite des locaux qui ne sont pas accessibles au public en dehors desdites heures.

Toutes les personnes, entre autres les détenteurs, commerçants et organisateurs d'événements, prennent toutes les mesures afin de faciliter le contrôle.

Les personnes mentionnées au § 1^{er} peuvent se faire communiquer tous renseignements et documents nécessaires à l'exercice de leurs fonctions et procéder à toutes constatations utiles, entre autres en procédant à l'audition de la personne concernée et à toute autre audition utile. Cela peut être fait avec la collaboration éventuelle d'experts désignés sur une liste établie par le Roi.

Les personnes mentionnées au § 1^{er} sont autorisées à prélever des échantillons et à les faire examiner dans un laboratoire aux fins de déterminer l'identité du spécimen.

§ 3. Lorsqu'une infraction à la présente loi est constatée par les personnes mentionnées au § 1^{er}, 3^o, 4^o et 5^o, un procès-verbal d'avertissement peut être établi. Celui-ci est adressé au contrevenant le mettant en demeure de mettre fin à l'infraction.

L'avertissement est envoyé au contrevenant dans les quinze jours de la constatation de l'infraction, sous forme d'une copie du procès-verbal de constatation d'infraction.

L'avertissement mentionne:

- a) les faits imputés et la ou les dispositions enfreintes;
- b) le délai dans lequel il doit y être mis fin;
- c) qu'au cas où il n'est pas donné suite à l'avertissement, un procès-verbal de constatation de l'infraction sera établi.

§ 4. Lorsqu'une infraction à la présente loi est constatée par les personnes mentionnées au § 1^{er}, 3^o, 4^o et 5^o, un procès-verbal de constatation de l'infraction et/ou de saisie peut être établi. Celui-ci fait foi jusqu'à preuve du contraire. Une copie du procès-verbal est envoyée aux contrevenants dans les quinze jours suivant la date de la constatation de l'infraction.

Lokalen die als woning dienen mogen te allen tijde, met voorafgaande schriftelijke toestemming van de bewoner, worden bezocht of tussen 5 uur 's morgens en 9 uur 's avonds, en met de toelating van de rechter bij de politierechtbank. Deze toelating is ook vereist om, buiten de genoemde uren, lokalen te bezoeken die niet toegankelijk zijn voor het publiek.

Alle personen, onder meer houders, handelaars en organisatoren van evenementen, nemen maatregelen die het toezicht vergemakkelijken.

De in paragraaf 1 vermelde personen kunnen zich alle inlichtingen en documenten laten bezorgen die nodig zijn voor het uitoefenen van hun functies en overgaan tot alle nuttige vaststellingen, onder andere door over te gaan tot het verhoor van de betrokkene en tot elk ander nuttig verhoor. Hierbij kunnen zij gebeurlijk de medewerking krijgen van deskundigen die gekozen worden op een door de Koning opgemaakte lijst.

De in paragraaf 1 vermelde personen zijn gemachtigd monsters te nemen en ze in een laboratorium te doen onderzoeken om de identiteit van het specimen te bepalen.

§ 3. Wanneer een overtreding van deze wet is vastgesteld door de in paragraaf 1, 3^o, 4^o en 5^o, beschreven personen kan er een proces verbaal van waarschuwing worden opgesteld. Deze worden gericht tot de overtreder, waarbij die tot stopzetting van de overtreding wordt aangemaand.

De waarschuwing wordt, onder de vorm van een afschrift van het proces-verbaal waarin de feiten zijn vastgesteld, binnen vijftien dagen na de vaststelling van de overtreding aan de overtreder toegezonden.

De waarschuwing vermeldt:

- a) de ten laste gelegde feiten en de overtreden bepaling of bepalingen;
- b) de termijn waarin zij dienen te worden stopgezet;
- c) dat, indien aan de waarschuwing geen gevolg wordt gegeven, een proces-verbaal van vaststelling van inbreuk zal worden opgesteld.

§ 4. Wanneer een overtreding van deze wet is vastgesteld door de in § 1, 3^o, 4^o en 5^o, beschreven personen kan een proces-verbaal van vaststelling van inbreuk en/of beslag worden opgesteld. Deze hebben kracht van bewijs tot het tegenovergestelde bewezen is. Een afschrift van het proces-verbaal wordt, binnen vijftien dagen na de vaststelling, aan de overtredders gezonden.

Le procès-verbal est transmis, dans le mois, au procureur du Roi, ainsi qu'une copie de celui-ci au fonctionnaire désigné en application de l'article 7.

Le procureur du Roi décide s'il procède ou non à des poursuites pénales. Les poursuites pénales excluent l'application d'une amende administrative, même si un acquittement les clôture.

Le procureur du Roi dispose d'un délai de trois mois à compter du jour de la réception du procès-verbal pour notifier sa décision au fonctionnaire désigné en application de l'article 7.

Art. 7

§ 1^{er}. En cas d'infraction aux dispositions de la présente loi, le fonctionnaire désigné à cette fin par le Roi au sein du Service public fédéral Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement peut fixer une amende administrative après avoir mis la personne concernée en mesure de présenter ses moyens de défense:

1° dans le cas où le Procureur du Roi renonce à intenter des poursuites pénales ou omet de notifier sa décision dans le délai prévu à l'article 6, § 4;

2° à la demande du Procureur du Roi dans les cas où celui-ci renonce à intenter des poursuites en cas d'infractions constatées par des agents visés à l'article 6, § 1^{er}, 1° et 2°.

§ 2. Il ne peut pas être infligé d'amende administrative plus de trois ans après le fait constitutif d'une infraction aux dispositions de la présente loi.

Les actes d'instruction ou de poursuite faits dans le délai déterminé à l'alinéa précédent interrompent le cours. Ces actes font courir un nouveau délai d'égale durée, même à l'égard des personnes qui n'y étaient pas impliquées.

Le montant de la somme à payer ne peut être inférieur au minimum ni excéder le maximum de l'amende fixée pour l'infraction.

En cas de concours de plusieurs infractions, les montants des sommes sont additionnés, sans que le total puisse excéder le double du maximum de l'amende fixée à l'article 5.

Het proces-verbaal wordt binnen een maand overgemaakt aan de procureur des Konings, alsook een afschrift ervan aan de artikel 7 aangewezen ambtenaar.

De procureur des Konings beslist of hij al dan niet strafrechtelijk vervolgt. De strafvervolging sluit bestuurlijk geldboete uit, ook wanneer de vervolging tot vrijspraak heeft geleid.

De procureur des Konings beschikt over een termijn van drie maanden, te rekenen van de dag van ontvangst van het proces-verbaal, om van zijn beslissing kennis te geven aan de met toepassing van artikel 7 aangewezen ambtenaar.

Art. 7

§ 1. Bij overtreding van de bepalingen van deze wet kan de ambtenaar, daartoe aangewezen door de Koning binnen de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu, een bestuurlijke geldboete bepalen, nadat de betrokkene de mogelijkheid geboden werd zijn verweermiddelen naar voor te brengen:

1° ingeval de procureur des Konings van strafvervolging afziet of verzuimt van zijn beslissing kennis te geven binnen de in artikel 6, § 4;

2° op verzoek van de procureur des Konings in de gevallen waarin laatstgenoemde van de strafvervolging afziet in geval van inbreuken vastgesteld door alle in artikel 6, § 1, 1° en 2°, beschreven personen.

§ 2. Er kan geen administratieve geldboete opgelegd worden meer dan drie jaar na de feitelijke overtreding tegen de bepalingen van deze wet.

De daden van onderzoek of van vervolging verricht binnen de in de vorige alinea gestelde termijn stuiten de loop ervan. Met die daden begint een nieuwe termijn van gelijke duur te lopen, zelfs ten aanzien van personen die daarbij niet betrokken waren.

Het bedrag van de te betalen geldsom mag niet lager zijn dan het minimum noch hoger zijn dan het maximum van de voor het misdrijf bepaalde geldboete.

Bij samenloop van verschillende misdrijven worden de bedragen van de geldsommen samengevoegd, zonder dat het totale bedrag hoger mag zijn dan het dubbele van het maximum van de boete bepaald in artikel 5.

Le montant de ces sommes est majoré des décimes additionnels qui sont d'application aux amendes prévues par le droit pénal.

En outre, les frais suivants sont mis à charge du contrevenant:

1° les frais d'hébergement et frais vétérinaires, après la saisie décrite à l'article 8, § 2, jusqu'à la date d'attribution définitive;

2° les frais relatifs à la mise en œuvre des mesures administratives décrites à l'article 8, § 3;

3° les frais encourus en exécution de l'article 8, § 4;

4° les frais encourus en exécution des enquêtes décrites à l'article 6.

Ces frais peuvent être réclamés en même temps que ceux perçus sous forme d'amende administrative.

Si la personne concernée demeure en défaut de payer l'amende et/ou de rembourser les frais encourus dans le délai fixé, le fonctionnaire peut récupérer le montant devant le tribunal compétent. Les dispositions du Code judiciaire, notamment la quatrième Partie, Livre II et Livre III, sont d'application.

Les modalités de paiement sont fixées par le Roi.

Art. 8

1^{er}. En cas d'infraction visée à l'article 5, les agents de l'autorité cités à l'article 6 sont compétents pour l'imposition d'une saisie administrative des spécimens qui font l'objet de l'infraction.

§ 2. Les spécimens saisis sont confiés à l'Organe de gestion. Celui-ci les envoie, si nécessaire, à un centre de sauvegarde ou à tout autre endroit approprié.

§ 3. L'Organe de gestion est compétent pour prendre des mesures administratives au sujet des spécimens saisis. Ces mesures peuvent être:

1° un ordre de renvoi à l'État d'exportation aux frais de celui-ci;

2° l'attribution de l'entière propriété à la personne physique ou morale appropriée;

3° l'organisation d'une vente publique;

Het bedrag van deze geldsommen wordt verhoogd met de opdecimen die van toepassing zijn op de strafrechtelijke geldboeten.

Bovendien vallen de volgende kosten ten laste van de overtreder:

1° de kosten voor bewaring en dierengeneeskundige onkosten na de in artikel 8, § 2, beschreven inbeslagname tot de datum van definitieve toewijzing;

2° de kosten gemaakt in uitvoering van de in artikel 8, § 3, beschreven bestuurlijke maatregelen;

3° de kosten gemaakt in uitvoering van artikel 8, § 4;

4° de kosten gemaakt in uitvoering van de in artikel 6 beschreven onderzoeken.

Deze kosten kunnen samen met de bestuurlijke geldboete worden teruggevorderd.

Blijft de betrokkene in gebreke binnen de gestelde termijn om de geldboete te betalen en/of de kosten terug te betalen, dan kan de ambtenaar het bedrag voor de bevoegde rechtbank vorderen. De bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek, inzonderheid die van het vierde deel, boek II en boek III, zijn van toepassing.

De betalingsmodaliteiten worden door de Koning vastgesteld.

Art. 8

§ 1. In geval van de door artikel 5 bepaalde overtredingen, zijn de in artikel 6 vermelde overheidsagenten bevoegd voor het opleggen van bestuurlijk beslag op de specimens die het voorwerp uitmaken van het misdrijf.

§ 2. De inbeslaggenomen specimens worden toevertrouwd aan het Beheersorgaan. Deze zendt ze, indien nodig, naar een bewaarcentrum of naar elke andere plaats die geschikt is.

§ 3. Het Beheersorgaan is bevoegd voor het nemen van bestuurlijke maatregelen omtrent de inbeslaggenomen specimens. Deze maatregelen kunnen zijn:

1° een bevel tot terugzenden naar de Staat van uitvoer op kosten van deze laatste;

2° het geven van het volle eigendom aan de geschikte natuurlijke of rechtspersoon;

3° het organiseren van een openbare verkoop;

4° un ordre de destruction;

5° une combinaison des mesures, visées aux 1°, 2°, 3° et 4°.

Ces mesures administratives sont attestées par écrit. Cette attestation écrite peut consister en la notification de l'arrêté relatif aux mesures administratives ou la notification du procès-verbal. L'Organe de gestion conserve à tout moment le droit de lever les mesures administratives.

Cette compétence ne porte pas préjudice à la compétence fixée à l'article 7.

§ 4. En cas de condamnation, le tribunal prononce la confiscation des spécimens qui n'ont pas été renvoyés ou détruits et met à charge du condamné les frais des renvois qui auraient été effectués sans être supportés par l'État d'exportation, ainsi que les frais d'expertise, de transport aux centres de sauvegarde, de destruction et ceux de garde jusqu'à la date du jugement.

Art. 9

Les documents relatifs à des trophées de chasse délivrés par le Service avant l'entrée en vigueur de la présente loi conservent leur validité juridique.

Art. 10

La présente loi entre en vigueur le 1^{er} janvier de l'année qui suit sa publication au *Moniteur belge*.

3 juillet 2020

4° een bevel tot vernietigen;

5° een combinatie van de in 1°, 2°, 3° en 4° bedoelde maatregelen.

Deze bestuurlijke maatregelen worden schriftelijk opgelegd. De schriftelijke oplegging kan gebeuren door ofwel de kennisgeving van het besluit houdende de bestuurlijke maatregelen ofwel de kennisgeving van het proces-verbaal. Het Beheersorgaan behoudt het recht om ten allen tijde de bestuurlijke maatregelen op te heffen.

Deze bevoegdheid doet geen afbreuk aan de in artikel 7 gestelde bevoegdheid.

§ 4. In geval van veroordeling spreekt de rechtbank de verbeurdverklaring uit van de specimens die niet werden teruggezonden of vernietigd en doet zij de veroordeelde de onkosten betalen van de terugzendingen die zouden gemaakt zijn en die niet door de Staat van uitvoer werden betaald, evenals de kosten van expertises, van het vervoer naar bewaarcentra, van het vernietigen en van de bewaring tot aan de datum van het vonnis.

Art. 9

De documenten voor de inwerkingtreding van deze wet, die door de Dienst werden afgeleverd voor jacht-trofeeën, behouden hun rechtsgeldigheid.

Art. 10

Deze wet treedt in werking op de eerste dag van het nieuwe jaar volgend op de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

3 juli 2020

Kris VERDUYCKT (sp.a)
Melissa DEPRAETERE (sp.a)
Mélissa HANUS (PS)